COMITE SYNDICAL DU 16 DECEMBRE 2014

Procès-verbal synthétique

L'an deux mille quatorze, le seize décembre à 17h00, le Comité syndical du syndicat mixte Somme Numérique légalement convoqué le onze décembre 2014, s'est réuni au siège du syndicat mixte à AMIENS :

Présents	Pouvoirs	VOIX
1 BLONDELLE Jean-Marie	HECQUET James	2
2 BOUTROY Rémi		1
3 CHIRAT Michel	LELEU Jean-Jacques	2
4 DEFLESSELLE Claude		1
5 DEMARCY Denis	THIEBAUT Bénédicte	2
6 LEBLANC Jean-Marie		1
7 LECLABART Jean Claude	DORION Anne-Marie	2
8 LECOMTE Frédéric		1
9 LEFEBVRE Julien		1
10 LETALLE Patrice		1
11 PAYEN Jean-Dominique		1
12 TETU Jean-Pierre	DAVERGNE Bernard	12

27

Excusés
1 DAVERGNE Bernard
2 DERRIEN Yves
3 DORION Anne-Marie
4 HECQUET James
5 LELEU Jean-Jacques
6 MANABLE Christian
7 MAQUET Emmanuel
8 THIEBAUT Bénédicte
9 WATELAIN Michel

Absents
1 ALEXANDRE Isabelle
2 BOURGOIS Jean-Yves
3 CANDELA Ernest
4 CARON Gérard
5 CHEVAL Philippe
6 de WAZIERS Isabelle
7 DEBEUGNY François
8 DEMAILLY Myriam
9 DOMISE Martin
10 DURIEUX François
11 HAUSSOULIER Stéphane
12 JARDE Olivier
13 KOCH Brigitte
14 LEBAILLY Geneviève
15 LORIC Jean-Christophe
16 PILOT Paul
17 PRUD'HOMME Christian
18 RICHEZ Gérard
19 RODINGER Florence
20 ROUILLARD François
21 SOMON Laurent
22 THIBAUT Bruno
23 VERRIER Annie

QUORUM. La séance du 10 décembre 2014 ayant été annulée faute de quorum et reportée au 16 décembre avec un ordre du jour inchangé, le Comité syndical peut délibérer sans condition de quorum.

Nous comptabilisons ainsi 12 suffrages exprimés pour les délibérations de la présente séance représentant 27 voix.

M. DEFLESSELLE a rejoint l'assemblée pour le vote de la délibération n°5.

Désignation du secrétaire de séance : Michel CHIRAT

Le procès-verbal de la séance du Comité syndical du 18 novembre 2014 est adopté à l'unanimité sans observation particulière.

I - PROJETS DE DELIBERATIONS

01 - TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Fixé par délibération du 14 octobre 2013, le tableau des emplois permanents du syndicat mixte comprend 10 postes à temps complet. A l'occasion de la préparation du budget 2015, il est proposé d'affecter un poste de rédacteur au budget annexe afin de renforcer le pôle réseau dans le suivi administratif et financier des projets, ceci par transfert du budget principal sans augmenter les effectifs. Ainsi, le Président présente la répartition des postes dans le tableau des emplois permanents, entre le budget principal et le budget annexe pour plus de lisibilité.

M. le Président expose qu'il appartient à l'organe délibérant de l'établissement, sur proposition de l'autorité territoriale, de déterminer les effectifs des emplois permanents à temps complet ou à temps non complet, nécessaires au fonctionnement des services et de fixer la durée hebdomadaire de service afférente à ces emplois.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent le tableau des emplois permanents comme suit :

- au budget principal

Cadres d'emploi	Grades	Nombre d'emplois et durée hebdomadaire de service
Filière administrative		
Administrateur territorial	Administrateur hors classe	1 temps complet
Attaché territorial	Attaché territorial	3 temps complets
Adjoint administratif territorial	Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	1 temps complet
	Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	1 temps complet

- au budget annexe

Cadres d'emploi	Grades	Nombre d'emplois et durée hebdomadaire de service
Filière administrative		
Rédacteur territorial	Rédacteur	1 temps complet
Filière technique		
Ingénieur territorial	Ingénieur	2 temps complets
Technicien territorial	Technicien	1 temps complet

Adoptée à l'unanimité

02 - BUDGET PRINCIPAL - COTISATIONS 2015

Lors du DOB 2015, il a été proposé de réduire l'écart entre la cotisation d'Amiens Métropole et celle des autres communautés de communes en fixant à 0,52€ au lieu de 0,50€ la cotisation 2015 des communautés de communes et du Conseil général de la Somme. La présente délibération est conforme à cette proposition.

Cette proposition d'augmentation de la cotisation des communautés de communes et du Conseil général fait suite à la diminution de la cotisation d'Amiens Métropole qui avait été adoptée par le Comité syndical au budget primitif 2014.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent les montants de la cotisation 2015 des membres de Somme Numérique :

La cotisation 2015 des membres au budget principal de Somme Numérique s'élève à 0,52€ par habitant pour le Conseil général de la Somme et les communautés de communes et à 1,00€ par habitant pour Amiens Métropole.

Adoptée à l'unanimité

Les élus présents estiment qu'il s'agit d'un véritable effort en faveur d'Amiens Métropole au regard du contexte. En effet, ils s'interrogent sur l'absence des élus d'Amiens Métropole aux réunions du syndicat mixte et déplorent cet état de fait. Leur présence au minimum au Bureau paraît une nécessité. Les délégués s'attendent en effet à pouvoir discuter avec les délégués d'Amiens Métropole comme avec l'ensemble des membres du syndicat mixte.

Le Président indique qu'une réunion a eu lieu le jour même avec Monsieur Dominique FIATTE, DGS d'Amiens Métropole, deux de ses collaborateurs, et un membre du cabinet de Monsieur le président d'Amiens Métropole. Cela a permis d'éclaircir un certain nombre de points.

03 - BUDGET ANNEXE - CHARTE DES SERVICES MUTUALISES LIES AU RESEAU DE FIBRE OPTIQUE

Lors du DOB 2015, il a été indiqué que les négociations de la nouvelle convention de délégation de service public ont permis de maintenir au même niveau pour un service équivalent, les contributions des membres liés aux services mutualisés d'accès DSL ou de connexion des sites publics sur la fibre optique. En termes de mise en œuvre, Somme Numérique va s'acquitter de ces prestations auprès du délégataire au titre du Groupement Fermé d'Utilisateurs. Il conviendra ensuite de refacturer ces contributions aux collectivités et établissements concernés.

Le Président souhaite profiter de la mise en œuvre de la nouvelle convention de DSP pour modifier le mode de fonctionnement antérieur qui consistait à facturer uniquement les EPCI pour la connexion des sites publics au réseau de fibre optique public. Il propose l'approbation d'une Charte des services mutualisés d'accès DSL et de connexion des sites publics au réseau en fibre optique. Elle s'adresse à chaque collectivité et établissement public qui souhaite bénéficier de ces services proposés par le délégataire du réseau dans son catalogue de services. Pour que Somme Numérique puisse facturer directement une commune, il conviendra également de signer une convention tripartite avec la communauté de communes, sur le même modèle que pour les ENT.

Il est précisé que la société TUTOR, en tant que délégataire du réseau de la Somme, a modifié son catalogue national afin d'y intégrer le tarif spécifique de 840€ HT / an par site public connecté permettant de prendre en compte notre GFU comprenant plus de 200 sites publics.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical valident la mise en œuvre du projet de Charte des services mutualisés liés au réseau de fibre optique et les tarifs correspondants.

Les services mis à disposition du Groupement Fermé d'Utilisateurs de Somme Numérique sont décrits dans la grille tarifaire des services du délégataire du réseau de fibre optique public de la Somme.

Somme Numérique

Le projet de Charte des services mutualisés liés au réseau de fibre optique public, permettant un accès haut débit ou très haut débit des sites publics du territoire des membres de Somme Numérique, est approuvé. Le Président est autorisé à la signer et la transmettre aux collectivités et établissements qui le solliciteront.

Le projet de convention tripartite permettant l'accès des communes aux services mutualisés pour un accès haut débit et très haut débit des sites publics est approuvé. Le Président est autorisé à la signer avec les collectivités et établissements concernés.

Les tarifs de ces services pour l'exercice 2015 restent inchangés à savoir :

- Service très haut débit : 840€ HT par site activé sur le réseau de fibre optique
- Service ADSL
 - o Frais d'accès au service à 152€ HT par ligne
 - o Abonnement mensuel à 13€ HT
 - o Option GTR 4 heures ouvrées à 8,10€ HT /mois.
 - o Option GTR 4 heures non ouvrées : 22€ HT /mois (+0,10€ pour la protection d'accès sensible)
 - o Frais de résiliation : 20€ HT
 - o Et tout autre frais appliqué par ORANGE
- Services SDSL
 - o Frais d'accès au service 355€ HT
 - o Abonnement mensuel 70€ HT
 - o Et tout autre frais appliqué par ORANGE

Adoptée à l'unanimité

04 - BUDGET ANNEXE -CONTRIBUTIONS 2015 AU REMBOURSEMENT DES ECHEANCES D'EMPRUNT

Au 31 décembre 2012, le syndicat mixte a souscrit un total de 37 623 021€ d'emprunts. Aucun nouvel emprunt n'a été contracté courant 2013 et 2014.

Pour l'exercice 2015, l'annuité d'emprunt s'élève à 2 379 244,63€, dont

- 312 324,60€ à la charge d'Amiens Métropole
- 1 909 556,76€ à la charge du Département
- 157 363,27€ sur les fonds propres de Somme numérique

Par rapport à l'importance de l'emprunt déjà souscrit pour la construction du réseau structurant de fibre optique de la Somme, le Directeur tient à souligner les difficultés auxquelles se confrontent d'autres départements qui n'ont pas réalisé cet investissement initial pour le montage de leur programme lié au Très Haut Débit, comme dans l'Aisne notamment.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical valident la répartition des contributions portant sur le remboursement des échéances d'emprunts contractés par le syndicat mixte pour le compte d'Amiens Métropole et du Conseil général.

Somme Numérique a emprunté 31 693 021€ entre 2004 et 2007 pour la création du réseau structurant en fibre optique. La répartition du remboursement jusqu'à la fin des échéances de ces emprunts a été arrêté à 83,18% pour le Département de la Somme et 16,82% pour Amiens Métropole. Par conséquent, les contributions pour l'exercice 2015, en couverture de ces annuités d'emprunt sont approuvées comme suit :

Amiens Métropole	312 324,60	16,82%
Conseil Général de la Somme	1 544 539,83	83,18%
TOTAL contributions 2015	1 856 864,43	

Somme Numérique

Somme Numérique a emprunté en 2009, 775 000€ pour l'extension du réseau structurant sur le Nord-Ouest du département et en 2010 et 2012, 3 355 000€ pour la couverture des zones blanches, pour le compte du Département. La contribution pour l'exercice 2015 du Département de la Somme en couverture de ces annuités d'emprunt est de 365 016,93 €.

Afin de tenir compte de l'importance de la contribution du Département qui s'élève globalement à 1 909 556,76€, cette somme sera prélevée par l'émission de 3 titres de recette selon l'échéancier du remboursement des emprunts : 636 518,92€ au 15 mars 2015, au 15 mai 2015 et au 15 juillet 2015.

Adoptée à l'unanimité

05 - BUDGET PRIMITIF 2015

Le rapport explicatif ainsi qu'une présentation synthétique des crédits du budget principal et du budget annexe ont été transmis aux membres du Comité syndical.

On souligne notamment la croissance importante du budget lié aux Espaces Numériques de Travail mais aussi à l'e-administration notamment pour le passage au PES V2, qui concerne désormais 112 collectivités ou établissements publics

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical approuvent le Budget Primitif de l'exercice 2015. Le budget principal est équilibré en fonctionnement et en investissement sans virement de section. L'équilibre par section du budget annexe est obtenu en effectuant un virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour un montant de 1 289 740,00 €. Le crédit de 1 000 € ouvert à l'article 6536 du budget principal est réservé à la couverture des frais de représentation du Président.

Adoptée à l'unanimité

06 - REGLEMENT INTERIEUR DU SYNDICAT MIXTE

Conformément à la réglementation, le Comité syndical est appelé à adopter le règlement intérieur qui va régir le fonctionnement des instances de Somme Numérique tout au long du mandat. Le projet de règlement est transmis en pièce jointe.

Comme indiqué lors de la séance du 18 novembre 2014, le Président propose les principales modifications suivantes par rapport au mandat précédent :

- Envoi des convocations par courrier électronique sécurisé permettant l'horodatage des messages et donnant une preuve de lecture (article 4),
- La mise à jour des commissions syndicales telles que décidé par le Comité syndical en rebaptisant la commission « Réseaux » par « Aménagement numérique » (article 6),
- Allègement des conditions de calcul du quorum en intégrant les délégués présents et représentés mais en conservant le principe de la majorité et en limitant tout de même à un seul pouvoir par délégué (articles 11 et 12). Le comité syndical étant composé à ce jour de 44 élus, le quorum s'élèverait alors à 23 délégués présents ou représentés. L'assemblée pourrait fonctionner avec un minimum de 12 élus présents physiquement et portant chacun 1 pouvoir.
- La prise en charge des frais de déplacement des délégués, conformément à la réglementation, pour toute réunion du syndicat mixte organisée dans une commune autre que leur lieu de résidence (article 32). Cette disposition a déjà été adoptée par délibération du 18 novembre 2014.

Par ailleurs, il est également proposé de ramener à 3 jours d'intervalle au lieu de 5 jours, le délai pour une nouvelle convocation en cas de défaut de quorum, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Le Comité syndical s'interroge sur la nécessité de recueillir l'accord express des élus pour l'envoi des convocations par courrier électronique, cela permettrait en effet de sécuriser la procédure.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident d'approuver le projet de règlement intérieur du syndicat mixte Somme Numérique.

Adoptée à l'unanimité

07 – AUTORISATION GENERALE ET PERMANENTE DE POURSUITE

Par courrier reçu le 2 décembre 2014, Madame Yveline ASSIER, Trésorier du Grand Amiens et amendes, sollicite le syndicat mixte sur la nécessité de lui donner mandat pour les autorisations de poursuite.

L'article R 1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales créé par le décret n° 2009-129 du 3 février 2009 permet à l'ordonnateur de donner une autorisation permanente au comptable de poursuivre par voie de saisie ou d'Oppositions à Tiers Détenteurs (OTD) les débiteurs défaillants. L'ordonnateur autorise ainsi l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, selon des modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet.

Par ailleurs et selon les dispositions de l'instruction codificatrice N°11-022 MO du 16/12/2011, il serait également souhaitable de fixer un seuil en deçà duquel le syndicat mixte l'autorise à n'engager aucune poursuite contentieuse (Mise en demeure de payer, OTD et saisie). La fixation de seuils présente l'intérêt de concentrer les efforts sur les créances à enjeu et, d'éviter autant que possible d'engager une phase contentieuse pour les créances de faible montant ou dont le débiteur est notoirement insolvable.

Le refus d'autorisation ou l'absence de réponse dans le délai d'un mois justifie la présentation en non-valeurs des créances dont le recouvrement n'a pu être obtenu à l'amiable.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical autorisent Mme Yveline ASSIER, Comptable Public :

- à émettre de façon permanente les mises en demeure de payer concernant les débiteurs des contributions et cotisations émises sur le budget principal et le budget annexe de Somme Numérique.
- à poursuivre de façon permanente par voie de saisies ou d'OTD les débiteurs des contributions et cotisations émises sur le budget principal et le budget annexe de Somme Numérique.
- à ne pas exercer de poursuites par mise en demeure de payer pour les sommes inférieures à 30,00€.
- à ne pas exercer de poursuites par voie de saisie pour les sommes inférieures à 130,00 €.
- à ne pas exercer de poursuites par voie de vente des biens saisis si la dette est inférieure à 500 €

Adoptée à l'unanimité

II – INFORMATIONS DU PRESIDENT

Décision du 3 décembre 2014 - Contrat de prêt de 356 625 € avec la Caisse d'Epargne de Picardie au titre du financement du programme de montée en débit sur le réseau cuivre

L'emprunt sera mobilisé en trois tirages distincts, chaque tirage faisant l'objet d'un amortissement spécifique, pour les montants et les bénéficiaires suivants :

- 110 500 € pour la communauté de communes Avre Luce Moreuil
- 103 875 € pour la communauté de communes Bernavillois
- 142 250 € pour la communauté de communes Sud Ouest Amiénois

Les principales caractéristiques financières sont les suivantes :

- Durée du prêt : 10 ans
- Frais de dossier : 500 €
- Amortissement du capital : à échéances constantes
- Base de calcul des intérêts : 30/360
- Taux d'intérêt : 1,72% avec périodicité annuelle

L'ensemble des débats étant clos, la séance est levée à 19h20